

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19631 - 76ÈME ANNÉE

Le Parti communiste réunionnais lance un nouvel appel à la responsabilité et au rassemblement

PCR : « Aux Réunionnais de construire le Plan de relance à La Réunion »



Le Parti communiste réunionnais demande à Paris un changement de méthode pour que la part du Plan de relance destinée à La Réunion soit utilisée en fonction des priorités des Réunionnais. Le PCR rappelle que la Conférence territoriale élargie aux forces vives peut être le cadre d'élaboration d'un plan global soutenu par les crédits des plans de relance de l'État et de l'Union européenne.

Le gouvernement a annoncé un Plan de relance d'un montant de 100 milliards d'euros, dont une partie dont le montant reste à définir sera destinée à La Réunion.

Le PCR rappelle que depuis 1960 et la première loi de programme, La Réunion a connu de nombreux Plans, Lois d'orientation ou de programme... aucun n'a permis de répondre à la crise, d'où la situation actuelle avec des indicateurs sociaux « hors norme ». Ces plans venaient de Paris, et étaient appliqués aux Réunionnais.

Ceci souligne un nécessaire changement de méthode : il faut un plan global, fait à La Réunion par les

Réunionnais et pour les Réunionnais. Le PCR appelle élus, institutions et forces vives à travailler ensemble, et renouvelle cette revendication : la Conférence territoriale élargie aux forces vives peut être le cadre d'élaboration. Les élus réunionnais doivent démentir le ministre des Outre-mer en montrant que nous sommes capables de nous mettre d'accord pour avancer ensemble.

L'Union européenne soutient également un Plan de relance. Les crédits européens n'ont pas à être fléchés à Bruxelles. Le PCR demande qu'ils constituent une enveloppe globale dont la répartition est décidée à La Réunion, en fonction des priorités des Réunionnais qui peuvent diverger des intérêts de l'Union européenne. L'Union européenne pourra ensuite vérifier elle-même que les fonds sont utilisés selon le plan défini à La Réunion.

Fait au Port, ce mardi 8 septembre 2020

Yvan Dejean,
secrétaire général du PCR

15 euros la boîte de 50 : les importations tirent les prix des masques vers le bas

Masques : les surplus de Chine débarquent dans la grande distribution

La mise sur le marché d'importantes quantités de masques permet aux pouvoirs publics d'éviter de reconfiner. Pour certains, ce marché a constitué une opportunité de profits. Le choix fait par la Région Réunion a été de soutenir des industriels pour acheter des machines à fabriquer des masques en Chine. Or, la grande distribution importe des masques fabriqués en Chine voici 6 mois, sans doute en prévision de besoins qui n'ont pas eu à être satisfaits compte tenu de l'amélioration de la situation sanitaire de la Chine. Cette concurrence a-t-elle été anticipée par ces industriels ?

La seconde vague de l'épidémie de coronavirus en France puis à La Réunion a lieu dans un contexte radicalement différent. La première vague avait été caractérisée par une pénurie d'équipements individuels de protection, notamment les masques. Même les professionnels de santé étaient victimes de cette pénurie qui eut des conséquences dramatiques en France.

Le manque de masques a entraîné le confinement pour limiter au maximum la propagation du coronavirus. Durant cette période, des Réunionnais se sont organisés pour produire eux-mêmes des masques en tissus. Ces initiatives étaient soutenues par des associations et collectivités. Elles ont montré que La Réunion pouvait créer une nouvelle filière dans ce domaine. Mais ce gisement d'emplois potentiels a été tué dans l'oeuf par les importations et la concurrence d'industriels.

Le 11 mai, date du déconfinement, les masques étaient disponibles en nombre, notamment dans la grande distribution. A La Réunion, la Région a soutenu plusieurs patrons qui ont fait venir de Chine des machines pour produire des masques à La Réunion. Le prix des masques jetables était généralement compris entre 40 et 50 euros le prix de la boîte de 50. Or, une pandémie concerne de nombreux pays et son évolution a des répercussions dans le monde.

Masques fabriqués en mars en Chine

Au moment de la première vague, la Chine a pu faire face à sa demande intérieure mais a également fourni d'importantes quantités de masques aux pays qui en étaient dépourvus, dont la France. La Chine a été le premier pays touché par l'épidémie. Suite aux mesures prises par son gouvernement, c'est également le premier pays aussi durement touché à se relever et à reprendre ses activités normales. La fin du confinement de Wuhan a marqué la victoire de la Chine sur la première vague de coronavirus. Désormais, le problème principal reste la gestion des cas importés dans un contexte de réouverture des frontières.

Cette amélioration de la situation en Chine a manifestement des conséquences à La Réunion. Depuis une semaine, une enseigne de la grande distribution à La Réunion vend des masques jetables au prix de 15 euros le paquet de 50. Ces masques ont été fabriqués en Chine au mois de

mars. Près de 6 mois plus tard, ils n'ont pas été utilisés. C'est la preuve que la Chine dispose de surplus considérables, à l'échelle de sa capacité de production. Dans ces conditions, ces masques peuvent être vendus à des prix défiant toute concurrence. Cela va donc obliger les industriels réunionnais à s'aligner sur ces prix s'ils veulent vendre leurs masques. Ces industriels qui ont acheté leurs machines en Chine avaient-ils anticipé cet effondrement des prix dus à la mise sur le marché d'importants surplus de masques fabriqués en Chine ?

De deux choses l'une :

- soit le prix des masques plafond des masques était trop élevé eu égard à son coût de fabrication en France ou à La Réunion.
- soit les industriels ont acheté des machines en Chine qui ne pourront qu'être difficilement rentabilisées selon la « main invisible du marché » à cause de la concurrence de masques importés de Chine.

La seconde possibilité relève manifestement d'un manque d'anticipation. Si elle se vérifiait, quelle serait la réaction des pouvoirs publics qui pourraient être éventuellement sollicités pour aider ces industriels ?

M.M.

Edito

Grand raid, Sakifo le grand gâchis

Ces jours-ci, le préfet rencontre les organisateurs de ces événements afin de les autoriser ou non. Sans présumer du résultat de ces échanges, le simple fait qu'ils aient lieu crée un malaise. En effet depuis le dimanche 6 septembre l'île a été placée en zone rouge de propagation du Covid.

Un département est classé en zone « rouge » lorsque la circulation du virus y est active. En termes de chiffres, cela signifie que le taux d'incidence du département dépasse les 50 nouveaux cas pour 100.000 habitants. Le passage en zone rouge ne permet plus au préfet de déroger à l'interdiction de rassemblement de plus de 5000 personnes.

Mais alors, le Grand raid avec ces quelque 6300 inscrits ou le Sakifo et ces 18 000 festivaliers bénéficieraient d'un régime de complaisance. Pendant ce temps-là les salles de spectacle pouvant mettre en place les gestes barrières sont fermés ; les championnats de sport collectifs sont suspendus ; les associations sportives sont à l'arrêt. Un véritable génocide de l'emploi culturel et sportif a lieu devant nous en silence.

Ces événements, malgré leur importance, ne doivent pas masquer une réalité. Le sport et la culture participent à l'émancipation de l'homme. Le grand gâchis pour ces événements c'est qu'ils ne sont plus considérés comme des manifestations sportives et culturelles mais comme du business et à ce sens pourraient bénéficier d'un régime de complaisance pour sauver le secteur touristique. Il serait temps que tous ces bénévoles du sport et de la culture bénéficient de la même attention au vu de leur apport à notre société.

« S'il y a un arbre tordu dans le bois, ils ne le sont pas tous » proverbe danois.

Nou artrouv'

David Gauvin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Nou néna in bon zoutiy é i vé pa ni ansèrv

Mézami, konm shak ané néna in pèryod pou sèye parl lilétrism épi tash moiyn ède demoun ansort azot. Sa i dir in somenn é sète ané i komans lo uit séktanm é i fini lo kinz. In somenn pou lite kont lilétrism ? I fé bonpé konm pa. Lé vré i pé an avoir inndé rézilta pou in pé d'moun mé pou la totalité, mi pans pa.

Pou kosa mi di sa ? Pars lo bann shif lilétrism isi La Rényon i diminyé pa pou vréman. Dèrnyé shif i done 120000 ! Sa i fé bonpé... Zot i pé di sa bann zansien la pa parti lékol konm k'i fo, mé sa la pa vré. Néna lékol La Rényon dopi bèlaz é botan : dizon près tout marmaye kan li néna son laz i rant lékol avèk in mète d'ékol épi lo mèm zoutiy ké bann pti fransé d' frans. Mé alor pou koué an parmi bann jenn néna plis dis pour san zilétre ? Pou kosa lo shif i bouz pa ?

Dabor i fo ni koné kosa i lé ilétre : la pa analfabète pars demoun i koné l'alfabé, i koné galman bann shif... Sak in pé i koné pa sé lir é konprann sak ou lir, épi ékri pa in liv mé in tèks i pé ansèrv dann la vi kourant. Alor, pou kosa sa ?

Dabor marmaye i rant lékol é la plipar i koné in sèl lang, la lang kréol rényoné é la plipar d'tan i fé konprann ali i fo fout sa dsi koté é fé konmsi zot lé frankofone dopi dann vant zot momon é sa lé pa vré. Aprés, la plipar d'tan zot kaz zot famiy lé konm zot, la lang kréol oui, é la lang fransé non-sansa trépé. Arzout èk sa lo lamotrèr-lamotrèz i konsidèr zot lé an fote si zot i koz an kréol mèm si banna lé kréolofone zot osi pou in pé... mé pa tro patriyot dsi la késtyon la lang.

Mézami, mi sava dir azot in n'afèr i tonm dsou l'sans : akoz pa fé lékol an kréol rényoné ? Sansa lékol bilang zénéralizé ? Akoz pa pran bann marmaye konm zot i lé, é pa konm lédikasyon nasyon la désid zot i lé ? Mon bann dalon, zot va dir amoin moïn la pa invant la poud a kanon épi l fil a plon kan mi ékri konmsa, é zot nora rézon mé élas Ménélas, mon kèr lé an filas lékol néokolonyal i pans pa konm nou.

Alor fé in somenn, dé somenn, troi kat, é toultan konm i di, kabri va manz salad é lo shif zilétre v'arès konm li lé. Konm li lé dopi dé zané é dé zané ké néna lékol fransé La Rényon. Kosa zot i vé, nou néna in bon zoutiy é i ansèrv pa li pou sak li lé.

Justin